

Diagnostic PSN

Fiche AFOM Occitanie OS H : Promouvoir l'emploi, la croissance, l'inclusion sociale et le développement local dans les zones rurales, y compris la bio économie et la sylviculture

	Positif	Négatif
	Atouts <ul style="list-style-type: none"> De plus en plus de ménages agricoles sont pluri-actifs, ce qui, lorsque la pluriactivité est choisie, constitue un atout car elle renforce leurs revenus. La bioéconomie se développe, soutenue notamment par une stratégie nationale dédiée et la PAC (aides couplées, soutien à la méthanisation, etc.) et au niveau régional, par le Plan Régional d'Action pour l'Economie Circulaire et LEADER Elle est pourvoyeuse d'emploi et de valorisation des ressources locales. Les secteurs agricoles, agroalimentaire et de la foresterie demeurent d'importants pourvoyeurs d'emploi en Occitanieⁱ. Le potentiel de mobilisation supplémentaire durable de bois est important. Le volume de bois vivant sur pied a augmenté de 79% entre 1983 et 2014.ⁱⁱ Le territoire abrite une diversité de productions agricoles porteuses de valeur ajoutée Une part importante des IAA est localisée et ancrée dans des territoires ruraux, offrant des perspectives de maintien des entreprises et donc des emplois. Des actions innovantes et ascendantes sont mises en œuvre dans le cadre de LEADER, qui couvre l'intégralité du territoire rural régional, avec une forte implication des acteurs locaux, publics et privés. L'ESS permet d'inventer des solutions innovantes et adaptées aux territoires en impliquant la population. Elle est en outre répartie de façon plus homogène sur le territoire régional que les autres champs économiques, jouant un rôle essentiel en termes de maillage et de développement territorial.ⁱⁱⁱ Les Projets Alimentaires Territoriaux ont une influence transversale sur la croissance, l'emploi et l'inclusion sociale. Par son ancrage territorial fort, la filière forêt/bois contribue à l'équilibre des territoires. La ressource forestière est principalement implantée en zones de massif où se concentrent 40% des établissements, soit une proportion deux fois plus importante que pour l'ensemble de l'économie régionale. De même, 51 % des établissements et 33 % des emplois de la filière sont localisés dans une commune rurale, contre respectivement 28 et 16 % pour l'ensemble de l'économie.^{iv} Aujourd'hui, près de 800 chaufferies sont installées en Occitanie et mobilisent environ un million de tonnes de bois par an, avec un approvisionnement essentiellement local. La Région se caractérise par un patrimoine naturel, culturel et gastronomique d'une grande richesse. La diversité et la quantité des labels et marques produits en Occitanie ainsi que la part importante de production biologique sont des facteurs d'attractivité pour le territoire et sont potentiellement créateurs d'emplois, agricoles ou non 	Faiblesses <ul style="list-style-type: none"> Les départements les plus marqués par l'activité touristique et où l'agriculture emploie aussi une forte main d'œuvre saisonnière connaissent les taux de pauvreté les plus élevés^v. Les départements situés à l'ouest de la région sont davantage préservés. La situation est la plus critique dans les espaces ruraux éloignés des centres d'emplois^{vi}. L'érosion des emplois agricoles se poursuit même si son rythme est moins soutenu^{vii}. Il en va de même dans le secteur forestier. La mutation de l'emploi dans le secteur agricole (développement du salariat, montée en compétence et polyvalence) va se poursuivre – à l'instar du secteur secondaire Les difficultés de recrutement sont accentuées par le manque d'attractivité de certains territoires. La faible visibilité et la méconnaissance des formations et des métiers dans les secteurs représentés en zone rurale (agroalimentaire et foresterie notamment) contribue aux difficultés de recrutement et de transmission des entreprises. Les métiers agricoles, agroalimentaires et forestiers souffrent d'un déficit d'attractivité en raison notamment de leur pénibilité (en dépit d'une certaine dynamique de retour à la nature), de leur faible rémunération et de leur image. Certaines collectivités et acteurs ont encore des difficultés à se doter d'une ingénierie suffisante pour mobiliser les fonds européens (dossiers et gestion lourds pour des petites structures). Les principaux secteurs d'activité présents dans les zones rurales régionales génèrent beaucoup d'emplois saisonniers, qui peinent à être pourvus. Le tissu économique en zone rurale est pour beaucoup constitué de petites structures familiales qui connaissent mal les dispositifs emploi/formation et peuvent même parfois être réticentes à s'adapter/innover dans ce domaine. Certaines zones rurales connaissent des difficultés d'accès à certains services de base (santé en particulier), à un manque d'infrastructures (numérique et routières, entraînant un enclavement des entreprises rurales) et à des problèmes de mobilité (manque de transports collectifs notamment) et d'offres de formation professionnelle non agricole, ce qui limite leur attractivité. La filière forêt-bois fait face à une conjonction de difficultés (déficit de reboisement, morcellement de la propriété forestière privée, déficit commercial, déséquilibre entre les filières bois-matériaux et bois-énergie, entreprises de la deuxième transformation et utilisateurs finaux qui se fournissent essentiellement en dehors de la région, disparition des emplois, etc.). Le contexte de montagne constitue une difficulté supplémentaire (fortes pentes et conditions d'accès difficiles)^{viii}. Un déficit d'investissement dans la desserte, la mobilisation du bois et la transformation est à l'origine d'une baisse de l'activité^{ix}. Il existe un défaut de communication sur les co-bénéfices des activités agricoles et forestières Certaines filières connaissent une certaine inadéquation entre l'outil de transformation existant et l'approvisionnement local disponible
	Opportunités <ul style="list-style-type: none"> La transition énergétique induit une redistribution de l'organisation de la production et de nouvelles sources de revenus. Elle peut mettre les territoires ruraux en position de contributeurs nets sur cet enjeu stratégique, avec des territoires qui mettent déjà en œuvre des politiques volontaristes (ex : TEPCV). Il existe une demande citoyenne en faveur d'une re-territorialisation et d'une montée en gamme de l'alimentation (circuits courts, etc.) et d'une préservation des écosystèmes agricoles et ruraux, notamment à vocation touristique, culturelle et paysagère. Le développement de l'agro-tourisme et du tourisme rural « vert » se confirme. La 	Menaces <ul style="list-style-type: none"> La tendance affirmée à la métropolisation concentre les revenus et les emplois. L'Hérault et la Haute Garonne généraient ainsi plus de 50% de la valeur ajoutée brute de l'Occitanie en 2015^{xi}. Accueil chaque année de 47 000 nouveaux habitants, ce qui peut accentuer les conflits d'usage sur les ressources naturelles et le foncier, notamment en milieu périurbain. Une certaine dispersion des financements publics dilue l'effet de levier. Un manque de dialogue territorial et des politiques définies à différentes échelles peuvent nuire à l'effet de cohérence. Une concentration des financements publics sur des thématiques agricoles et forestières et la définition de politiques sectorielles peut se faire au détriment d'une approche territoriale intégrée,
Interne		
Externe		

Diagnostic PSN

	<p>fourniture de paysages et de services récréatifs par les secteurs agricole et forestier est une opportunité importante.^x</p> <ul style="list-style-type: none"> • La commande publique, les conditions d'octroi des aides (qui ont un effet incitatif) et la sensibilisation du grand public pourraient favoriser l'usage de produits biosourcés/locaux (notamment alimentaires). • La Région est couverte par des territoires de projets structurés, avec un mode de gouvernance locale. Des exemples de territoires et de filières qui arrivent à se structurer mériteraient d'être mise en valeur et partagés. • Des politiques publiques européennes, nationales et régionales accompagnent le développement local et favorisent les liens urbain/rural : alimentation, forêt, mobilité, labellisation des tiers lieux, etc. • Le développement de l'emploi mutualisé et des groupements d'employeurs peut contribuer à répondre aux problématiques de recrutement en zones rurales. • Les objectifs du plan ESS régional sont : créer et maintenir des emplois non délocalisables, redistribuer équitablement les richesses, dynamiser les territoires péri-urbains et ruraux. 	<ul style="list-style-type: none"> • ne poussant pas les acteurs en ce sens • Dans certains territoires, il existe un déficit de structuration, d'animation et de mise en réseau qui peut poser problème pour leur développement • Il existe un manque de cohérence entre les politiques agricoles et forestières et les documents de planification des collectivités (ex. SRADET). • Le financement du secteur associatif peut, dans certains territoires, constituer un enjeu pour le maintien d'une équité territoriale, et d'un équilibre entre accompagnement des projets et animation collective. • Il existe une opposition de l'opinion publique à la mobilisation du bois.
--	--	--

ⁱ Près de 7% des emplois régionaux en 2017 (contre 5% à l'échelle nationale. Indicateur de contexte) C13

ⁱⁱ PRFB Occitanie

ⁱⁱⁱ 26 % des effectifs régionaux de l'ESS se concentrent dans les Métropoles, contre 33 % pour le reste de l'économie privée comme publique (SRADDET)

^{iv} PRFB Occitanie

^v 21 % dans l'Aude ou les Pyrénées-Orientales, 20,3 % dans le Gard

^{vi} Diagnostic SRADDET Occitanie

^{vii} -25% entre 2000 et 2010 / -5% entre 2010 et 2015. Source : bilan annuel de l'emploi agricole (BAEA) - Résultats 2015 et estimations 2016 - Agreste Chiffres et Données Agriculture n° 238

^{viii} IGN, 2016

^{ix} Depuis 10 ans, le volume de bois sciés a diminué de 22 %. Le nombre de scieries a baissé de plus de 14 % Source : PRFB

^x A l'ouest, près de 70% des places d'hébergement touristiques se situent en zone rurale (45% à l'Est)

^{xi} Indicateur de contexte C05